

Les subsides

J'invite tous les Canadiens à prendre conscience de l'importance de l'hospitalité et de l'accueil chaleureux fait aux touristes. Nous devons prendre conscience de l'importance des touristes pour le Canada. En préparant mon intervention dans ce débat, j'ai lu une petite brochure publiée par le gouvernement du Canada. On y insiste, à juste titre, sur l'importance de l'hospitalité de la part de ceux qui travaillent dans l'industrie du tourisme et aussi de tous les Canadiens. Dans cette brochure, on invite tous les Canadiens à accueillir chaleureusement les touristes. Cela résume le sens de mon intervention cet après-midi. En présentant sa motion, le député de Halton nous a permis de réitérer cette invitation.

Le tourisme est bon pour tous les Canadiens. J'invite tous les Canadiens à visiter leur pays d'abord.

M. le vice-président: Questions ou observations? Nous poursuivons le débat.

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, je trouve très troublant qu'en 1984, en cette année dite du tourisme, nous ayons à discuter d'une résolution qui reproche au gouvernement son attitude à l'égard de l'un des secteurs les plus essentiels de notre économie. Je félicite le député de Halton (M. Jelinek) d'avoir présenté cette motion. En effet, quand on songe au bilan des 16 dernières années, il n'est pas étonnant qu'il s'agisse d'une motion de censure.

Nous avons entendu citer beaucoup de statistiques aujourd'hui, et je suis convaincu que beaucoup d'autres suivront. La statistique la plus importante et la plus révélatrice, cependant, c'est que l'industrie la plus importante du pays, le tourisme, n'a pas enregistré d'excédent depuis 1967, année de l'Exposition universelle dont nous avons tous été si fiers. C'est par la suite qu'a commencé le déclin sous le gouvernement actuel. Pour les sept dernières années, la balance des paiements au chapitre du tourisme a accumulé un déficit de près de 10 milliards. Au cours de la dernière décennie, notre part du tourisme mondial s'est rétrécie en passant de 4.9 à 2.7 p. 100, soit une diminution de presque 100 p. 100. Nous perdrons encore plus de 11 milliards au cours des cinq prochaines années, d'après les prévisions du gouvernement. D'ici 1985, le déficit annuel aura augmenté à plus de trois milliards et demi. Nous sommes un pays de 25 millions d'habitants dont le voisin compte une population dix fois supérieure à la nôtre, et nous avons un déficit touristique! C'est ridicule. Cela n'est tout simplement pas logique. Il s'agit purement d'un problème de commercialisation dont le gouvernement se semble pas s'être rendu compte, et qu'il n'a fait aucun effort pour surmonter.

Depuis 1968, notre déficit annuel s'est accru constamment, sauf en 1979 lorsque, sous un gouvernement conservateur, il est tombé de 1.7 milliard à un peu plus de un milliard. Voilà qui démontre qu'un progrès véritable est possible quand un gouvernement est disposé et résolu à y remédier. Nous y étions résolus, contrairement au gouvernement actuel. Les résultats sont éloquentes.

De façon globale, les recettes totales des voyages aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays en 1982 s'élevaient à environ un billion de dollars, nombre qui s'exprime par 1 suivi de 12 zéros. L'organisation mondiale du tourisme évalue à environ trois milliards le nombre des touristes qui ont circulé dans le monde entier l'année dernière, mais ils ont été de moins en moins nombreux à venir au Canada. Depuis 1981, le nombre des Canadiens voyageant à l'étranger a augmenté tandis que

diminuait celui des visiteurs étrangers au Canada. Les sorties des Canadiens hors du pays sont en effet passées de 32,655 par jour en 1982 à 37,610 par jour en 1983, soit une augmentation de 4,955 par jour, tandis que les entrées au Canada passaient de 34,871 à 35,216, soit une augmentation de seulement 345 entrées par jour. On en arrive donc à une différence stupéfiante de 4,610 sorties par jour. Non seulement avons-nous du mal à attirer des touristes au Canada, mais nous en avons également à encourager les Canadiens à voyager dans leur propre pays; or, la plupart d'entre eux n'ont pas visité les diverses régions de leur pays.

Il est temps de se demander pourquoi cela se produit. Il est très facile de se contenter de critiquer à la Chambre, mais nous voulons plutôt proposer des façons de résoudre le problème. Nous espérons que cette motion permettra de mettre en lumière, comme il se doit, le problème, et qu'elle forcera le gouvernement à reconnaître le rôle important que joue le tourisme dans notre économie. Autrement dit à cause de la politique du gouvernement, les prix au Canada dans le domaine du tourisme sont trop élevés pour attirer un nombre croissant de voyageurs, en particulier les Canadiens eux mêmes. Nous ne sommes tout simplement pas compétitifs. C'est surtout le coût de l'essence, des boissons alcooliques, de l'hébergement et des repas au restaurant qui est trop élevé.

Dans un mémoire qu'elle a présenté au groupe de travail sur les boissons alcooliques et le tabac, le 2 février 1984, l'Association de l'industrie touristique du Canada a déclaré que le prix des boissons alcooliques avait de très grandes répercussions sur le secteur du tourisme. Je suis on ne peut plus d'accord. Ce n'est pas d'une question morale dont nous parlons à l'heure actuelle, mais bien des dures réalités de la vie, comme l'a fait remarquer le député de Malpeque (M. Gass). L'Association a ajouté que ces prix élevés étaient attribuables aux augmentations astronomiques des taxes imposées par les gouvernements fédéral et provinciaux, mais elle a précisé qu'elles découlaient surtout du système incroyable utilisé pour calculer et appliquer les taxes d'accise.

Il est inconcevable de frapper un impôt d'une taxe. On appelle cela une surcharge ou surtaxe. J'ai abordé cette question à la Chambre avec le ministre des Finances (M. Lalonde) à quelques reprises. Les boissons alcooliques, la bière, et le vin ont toujours coûté plus cher au Canada qu'aux États-Unis, parce que les régies de l'État—exercent un monopole sur la distribution et la vente de ces denrées et parce que le gouvernement voit dans les ventes de boissons alcooliques une source inépuisable de recettes fiscales. Selon lui, les contribuables toléreront cet état de choses à cause de l'aspect moral de cette question. C'est faux. Les Canadiens, et en particulier les actionnaires, commencent à regimber. Une augmentation des taxes et des marges bénéficiaires d'un niveau de gouvernement en entraîne une autre par un autre niveau, mais c'est le gouvernement fédéral qui est à la source de cette spirale d'augmentations de prix.

● (1650)

Lorsque le ministre d'État au Tourisme (M. Smith) a parlé, il y a quelques instants, il a essayé de nous faire croire que tout est de la faute des provinces. Ça ne prend pas! C'est le gouvernement fédéral qui fixe le premier impôt calculé sur la valeur, puis les taxes provinciales viennent s'y ajouter.